fois sollicitée depuis 1883. Cet arrêté en conseil était daté du 30 septembre 1896, et une dépêche conforme au projet alors approuvé par le cabinet provincial, fut signée par le lieutenant-gouverneur et envoyée au secrétaire d'Etat fédéral. En voici les dernières lignes: "L'opinion unanime des hommes qui ont dirigé la politique des provinces les plus peuplées de la Confédération, à quelque parti qu'ils appartiennent, est de nature à porter la conviction dans tous les esprits, et mon gouvernement espère sincèrement qu'en vue de l'avenir du pays et dans l'intérêt particulier de la province de Québec, Son Excellence le gouverneur-général en conseil voudra bien adopter telles mesures qu'il jugera expédient pour assurer le remaniement du subside fédéral destiné au maintien du gouvernement et de la législature de cette province dans le sens indiqué ci-dessus, et aussi pour opérer le rajustement du subside *per capita*, de manière à baser ce subside sur le chiffre du dernier recensement décennal et non sur un chiffre fixe et invariable bien inférieur au chiffre réel de la population."

Comme on le voit, dans la législature de Québec, les deux partis ne peuvent être qu'unanimes sur cette grave question. Durant un récent débat à l'assemblée législative, l'honorable M. Gouin a déclaré qu'il avait le ferme espoir de la voir résolue favorablement dans un avenir assez rapproché. Mais dans les rangs même du parti ministériel, on semble croire que le premier ministre est trop optimiste. Il est certain que les paroles prononcées par Sir Wilfrid Laurier, lors du banquet donné à Montréal, il y a quelques semaines, n'ont pas été encourageantes. Il nous paraît évident que de nouveaux efforts — et des efforts concertés — devraient être faits, et qu'un mouvement d'ensemble devrait être de nouveau tenté par les législatures provinciales. Il nous semble qu'il devrait y avoir parmi la députation fédérale assez d'esprit d'équité et de sens politique pour assurer à courte échéance le succès des revendications provinciales. Même en se plaçant au point de vue de l'intérêt général de la Confédération, il faut que cette question soit réglée de manière à garantir aux administrations des provinces la plus grande efficacité et la plus grande sécurité possibles. Le bien des provinces, le progrès des provinces, la prospérité